

Unité départementale d'Ille et Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

Rennes, le 6 mars 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **OLGA**

2 rue Julien Neveu  
BP 93106  
35530 Noyal-sur-Vilaine

Références : UD/2024-148  
Code AIOT : 0005503449

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/02/2024 dans l'établissement OLGA implanté ZI de la Galmandière 35220 Châteaubourg. L'inspection a été annoncée le 09/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- OLGA
- ZI de la Galmandière 35220 Châteaubourg
- Code AIOT : 0005503449
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'un site de production de boissons et desserts à base de soja. Le site comprend une éolienne d'une hauteur totale de 99,7 mètres, objet de cette inspection.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois / 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
15	Procédures d'alerte	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
19	Balisage des éoliennes	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Caractéristiques techniques	Arrêté Préfectoral du 04/10/2016, article II.1
2	Caractéristiques organisationnelles	Arrêté Préfectoral du 04/10/2016, article s/o
4	Acoustique	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.
13	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
14	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
16	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
17	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
18	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant délègue la maintenance de l'éolienne au constructeur ENERCON, depuis la mise en service en 2011.

Il est rappelé à l'exploitant qu'il est responsable de son installation, et qu'il doit donc s'assurer du respect des prescriptions applicables, y compris en ce qui concerne l'éolienne.

L'exploitant n'a pas mis en œuvre de suivi environnemental alors que celui-ci doit être mené au moins tous les 10 ans. Le suivi aurait dû être mené en 2021. Il est demandé à l'exploitant de le mettre en place au plus vite, dès 2024.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Caractéristiques techniques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/10/2016, article II.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractéristiques
<b>Prescription contrôlée :</b> Puissance Modèle
<b>Constats :</b>  1 éolienne ENERCON E53 Puissance : 0,8 MW Date de mise en service : 23/04/2011 Hauteur mât : 60 m Hauteur moyeu : 73 m Hauteur totale : 99,7 m Date antériorité : 04/10/2016
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Caractéristiques organisationnelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/10/2016, article s/o
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractéristiques
<b>Prescription contrôlée :</b> Constructeur Exploitant Date mise en service Prestataire en charge de la maintenance Date du début de contrat
<b>Constats :</b>  Constructeur : ENERCON Exploitant : OLGA Date mise en service : 23/04/2011 Prestataire en charge de la maintenance : ENERCON Date du début de contrat : 23/04/2011  L'exploitant a signé un contrat avec le constructeur dès la mise en service pour la maintenance de l'éolienne. L'exploitant a accès à un logiciel ENERCON pour le suivi de la maintenance et des interventions. A chaque intervention, l'équipe de maintenance ENERCON prévient l'exploitant par mail environ une semaine avant (sauf intervention urgente) puis émerge à l'accueil maintenance avant de se rendre à l'éolienne. Le prestataire en charge de la maintenance dispose de la clé du portail (directement sur la rue) mais passe toujours à l'accueil maintenance au préalable. Un échange annuel a lieu avec ENERCON et l'exploitant (responsable suivi énergie).  L'inspection a alerté l'exploitant sur la vigilance à avoir en cas de changement de prestataire de maintenance. En effet, les retours d'expériences montrent que certains incidents sont liés à une absence de transmission des informations techniques au moment d'un changement de prestataire de maintenance. L'exploitant devra être vigilant sur ces transmissions d'informations. L'exploitant indique qu'un changement de prestataire de maintenance n'est pas prévu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, suivi environnemental
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. [...] Ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. [...] Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.[...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas mis en place de suivi environnemental depuis l'étude d'impact initiale de 2011. Il n'a donc pas respecté la fréquence de suivi indiquée à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, qui prévoit un renouvellement du suivi environnemental tous les 10 ans d'exploitation de l'installation, soit en 2021.  En séance, l'exploitant a présenté un devis pour un suivi environnemental 2024 (semaines 10 à 43).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra, <b>dans un délai d'un mois</b> , la preuve de conventionnement avec un bureau d'études pour le suivi environnemental 2024. Ce dernier sera conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées et mis en place entre les semaines 10 à 43.  A l'issue de ce suivi, l'exploitant transmettra, <b>au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis</b> , le rapport conclusif de suivi environnemental 2024. La transmission du rapport de suivi environnemental doit s'accompagner d'un courrier de l'exploitant s'engageant sur les conclusions issues du rapport.  Les données brutes collectées lors de la réalisation des suivis devront être versées dans « DEPOBIO » ( <a href="https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr/">https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr/</a> ). L'exploitant devra justifier le versement (mail, capture d'écran de la plateforme, etc.) <b>concomitamment à la transmission du rapport de suivi</b> .  Il est rappelé à l'exploitant que tout incident doit faire l'objet d'une transmission à l'inspection des installations classées, y compris les mortalités détectées en cours de suivi.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois après la fin de la période de suivi / 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis

**N° 4 : Acoustique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Acoustique
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique ne pas avoir eu connaissance de plaintes du voisinage. Le site fait par ailleurs l'objet de mesures de bruits régulières et conformes aux seuils correspondants à l'activité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b> Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
<b>Constats :</b>  L'exploitation opérationnelle de l'éolienne est assurée par le constructeur, également prestataire en charge de la maintenance. L'exploitant a présenté en séance la liste des 4 intervenants ainsi que leurs dates de formations.  L'exploitant dispose d'un Plan des Opérations Internes (POI) qui comprend l'éolienne. L'exploitant est invité à vérifier régulièrement la validité du numéro d'urgence (pilotage de l'éolienne à distance) indiqué dans le POI ainsi que les informations nécessaires pour le bon repérage de l'éolienne (numéro de série de l'éolienne notamment).  Un exercice d'entraînement a eu lieu le 27 octobre 2020, avec l'exploitant, le constructeur et prestataire en charge de la maintenance et les services de secours (GRIMP). L'exercice consistait en la simulation d'un malaise dans la nacelle. Aucune défaillance n'a été identifiée. L'exploitant est invité à réaliser des exercices régulièrement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 6 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b> Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
<b>Constats :</b>  Le registre consulté en séance indique les derniers tests de survitesse en février 2022 et février 2023. Une maintenance est en cours au mois de février 2024 et comprend le test de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse. Le registre indique également les dates des derniers tests de mise à l'arrêt et mise à l'arrêt d'urgence, en avril 2022 et avril 2023.  L'exploitant indique qu'aucun défaut n'a été signalé lors des derniers tests.  L'exploitant se repose sur le prestataire en charge de la maintenance pour le respect des périodicités des tests. Il est rappelé à l'exploitant qu'il est de sa responsabilité de s'assurer du respect de ces périodicités, et globalement du respect des prescriptions relatives à son éolienne.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b> Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que le prestataire en charge de la maintenance vérifie toutes les brides tous les ans. Il n'a toutefois pas été en mesure de présenter la procédure l'indiquant. Le registre consulté en séance indique les derniers contrôles en avril 2022 et avril 2023. Sur l'éolienne, les brides extérieures en pied de mât sont numérotées mais ne sont pas marquées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra la preuve, <b>dans un délai d'un mois</b> , que toutes les brides sont contrôlées dans un délai de 3 ans maximum. Si le contrôle est lissé sur plusieurs années, l'exploitant justifiera à l'inspection la procédure permettant de s'assurer que l'ensemble des brides est contrôlé tous les 3 ans (preuve de marquage notamment).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b> Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que le contrôle visuel des pales (extérieur et intérieur) est effectué chaque année. Le contrôle extérieur est effectué par jumelles. Le registre consulté en séance indique que les derniers contrôles ont été effectués en avril 2022 et avril 2023. Ces dates ne permettent pas de justifier du respect de la périodicité de 6 mois.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra à l'inspection, <b>dans un délai d'un mois</b> , les preuves de contrôle visuel des pâles tous les 6 mois (derniers rapports datés par exemple).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 9 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes instrumentés de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.  L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.  Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.  IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la liste des systèmes instrumentés de sécurité en séance.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra à l'inspection, <b>dans un délai d'un mois</b> , la liste des systèmes instrumentés de sécurité, comprenant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 10 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes instrumentés de sécurité – survitesse
<b>Prescription contrôlée :</b> III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.  L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.  Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.  IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté en séance la procédure de vérification des systèmes instrumentés de sécurité pour la survitesse, qui comprend le test du capteur de survitesse et les réglages de la vitesse de déclenchement du capteur. Cependant, la procédure ne mentionnait pas les batteries de secours (voir point de contrôle n°12). L'exploitant n'a pas eu connaissance d'alarme survitesse dans la dernière année.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes instrumentés de sécurité – frein mécanique
<b>Prescription contrôlée :</b> III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.  L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.  Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.  IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté en séance la procédure de contrôle du frein mécanique, incluse dans la maintenance principale. Cependant, les étapes n'étaient pas décrites. L'exploitant indique ne pas avoir eu connaissance d'alarme frein dans la dernière année.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra à l'inspection, <b>dans un délai d'un mois</b> , des preuves de contrôle annuel du frein mécanique : patins, piste de freinage, liaison mécanique entre le moteur du pitch et les freins, groupe hydraulique, pression hydraulique.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 12 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes instrumentés de sécurité – Batteries de secours
<b>Prescription contrôlée :</b> III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.  L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.  Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.  IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
<b>Constats :</b>  Le contrôle des batteries de secours ne figure pas dans les derniers rapports de maintenance. L'exploitant mentionne l'allumage d'un voyant quand la tension des batteries est basse, sans donner plus de précisions.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra à l'inspection, <b>dans un délai d'un mois</b> : le nombre de batteries la durée de vie des batteries et leur(s) année(s) de fabrication la fréquence prévue de remplacement des batteries et les critères ayant permis de la déterminer les opérations de contrôle effectuées sur les batteries et leur fréquence les preuves de réalisation d'un test permettant de vérifier la mise en position de sécurité de l'éolienne grâce au fonctionnement des batteries de secours les preuves de réalisation d'un test permettant de vérifier le seuil d'alarme "sous tension" des batteries le dernier rapport de contrôle des batteries les éventuelles alarmes concernant les batteries la dernière année
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 13 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a accès au registre en ligne rempli par le prestataire en charge de la maintenance (constructeur ENERCON). Un registre papier est également présent dans l'éolienne indiquant : date, personnes présentes et court descriptif de l'intervention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque
<b>Prescription contrôlée :</b> Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : <ul style="list-style-type: none"><li>- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;</li><li>- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).</li></ul>
<b>Constats :</b>  Des consignes de sécurité sont indiquées dans l'éolienne. Elles comprennent les numéros de l'exploitant (accueil et astreinte), le numéro d'astreinte du prestataire en charge de la maintenance et les numéros des services de secours. Il est à noter que le jour de l'inspection, le numéro d'astreinte du prestataire en charge de la maintenance n'était pas correct. Ce numéro est à changer (voir point de contrôle n°15).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 15 : Procédures d'alerte**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Procédures d'alerte
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure :  <ul style="list-style-type: none"><li>- de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ;</li><li>- de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, un exercice a été réalisé. L'exploitant a été invité à arrêter l'éolienne suite à la détection d'un incendie en pied de machine. L'exploitant a réussi à joindre le service d'astreinte à distance en 5m50 et l'éolienne s'est arrêtée en 6m38.  Il est à noter que l'exploitant a dû entrer dans l'éolienne pour avoir accès au numéro d'astreinte ENERCON, qui n'était pas correct. Lorsque le service de pilotage à distance a décroché, il a demandé le numéro de série de l'éolienne, que l'exploitant a dû consulter dans l'éolienne.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit, dans un délai d'un mois, modifier le numéro d'astreinte indiqué dans l'éolienne, et vérifier la présence de ce numéro dans le POI. Le numéro de série devra également y être reporté, permettant de faciliter la reconnaissance de l'éolienne à distance. L'exploitant est invité à tester à nouveau la procédure régulièrement, notamment avec les personnes en charge de la mise en œuvre du POI.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 16 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs.
<b>Constats :</b>  L'éolienne était fermée à clé le jour de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement.
<b>Constats :</b>  Un numéro "1" est présent sur l'éolienne au-dessus de la porte d'accès au mât.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



*Photos de l'inspection du 8 février 2024*

**N° 18 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, l'intérieur de l'éolienne était propre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 19 : Balisage des éoliennes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article Annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Balisage des éoliennes
<b>Prescription contrôlée :</b> A l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement, l'entretien du balisage incombe à l'exploitant d'une éolienne.  Toutes les éoliennes sont dotées d'un balisage lumineux d'obstacle.  L'alimentation électrique desservant le balisage lumineux est secourue par l'intermédiaire d'un dispositif automatique qui commute dans un temps n'excédant pas 15 secondes. La source d'énergie assurant l'alimentation de secours des installations de balisage lumineux possède une autonomie au moins égale à 12 heures sauf si des procédures d'exploitation spécifiques permettent de réduire cette autonomie minimale.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, le balisage de l'éolienne fonctionnait. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la présence d'une alimentation de secours.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra à l'inspection, <b>dans un délai d'un mois</b> , les preuves d'un dispositif permettant d'assurer la continuité du balisage en cas de coupure du réseau.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois